

jamais d'un niveau d'existence tel que nous puissions nous passer d'exporter une bonne partie de nos produits et nous ne réussirons jamais à exporter, à moins que nos prix ne nous permettent de concurrencer avantageusement les exportations d'autres pays.

L'an dernier, environ les trois cinquièmes de nos exportations ont été expédiés aux États-Unis. En décembre dernier, lors d'une réunion à Washington, des chefs de l'État et de grands industriels ont reconnu que l'année 1954 amènerait une diminution de l'activité commerciale des États-Unis, diminution qui pourrait fort bien entraîner la mise à pied de 3 millions et demi de travailleurs dans ce pays. J'ai vu quelque part qu'on a prédit que ce chiffre pourrait s'élever à 4 millions. Si cela doit se produire aux États-Unis, l'économie de notre pays en subira certes très prochainement les contre-coups.

Depuis deux ou trois ans, le revenu des producteurs primaires a sans cesse diminué. On ne saurait en douter, il a diminué dans une plus large mesure sur la côte atlantique que dans les provinces centrales. Durant la même période, les travailleurs de l'industrie ont vu leur salaire passer de la moyenne antérieure de \$2,856 à \$3,117 par année. Cette augmentation remonte à 1953. Il me semble qu'on ne peut aboutir qu'à des difficultés lorsque les producteurs primaires doivent consentir chaque année à une diminution de leurs revenus pendant que le prix de la main-d'œuvre augmente. Comme je l'ai déjà dit, je suis de ceux qui estiment que le travailleur doit recevoir son dû; il a toute ma sympathie car j'ai eu moi-même, pendant longtemps, à travailler dur. Mais on peut en venir à un point où l'écart est trop grand entre la diminution que le producteur primaire doit accepter et la majoration que le travailleur réclame. Pour que notre économie demeure stable, il faut réaliser un plus juste équilibre entre les deux.

Nos exportations et le revenu de nos producteurs primaires ont fléchi. Les importations et le chômage augmentent. Cependant, le revenu des travailleurs est plus élevé que jamais. Y a-t-il beaucoup de députés qui se sont arrêtés à penser que l'an dernier, en 1953, le revenu des travailleurs canadiens s'est établi à 9,700 millions. C'est un nouveau sommet, qui dépasse de près d'un dixième le chiffre de 8,800 millions atteint l'année précédente.

Je m'inquiète beaucoup de constater que les salaires continuent de monter pendant que diminue le revenu du groupe de citoyens qui, comme je l'ai dit, est le pivot même de notre économie. Voilà pourquoi j'estime qu'on oublie trop ce groupe en particulier au cours du débat actuel, comme au cours de la plu-

part des débats qui ont lieu en cette Chambre. Ce sont ces gens qui produisent la vraie richesse de notre pays. Neuf fois sur dix, on les oublie. Si les salaires continuent de monter,—il semble bien que tous les syndicats demandent des relèvements de salaire,— nous constaterons que non seulement nos prix augmenteront dans une telle mesure que toute vente sera impossible à l'étranger mais les consommateurs du pays, eux-mêmes, sur le marché intérieur, refuseront d'acheter.

Comme je l'ai dit il y a un moment, le premier bobard qu'on nous raconte a trait à la surproduction. Il me suffira de dire que précisément durant les années les plus prospères jamais vues au Canada et sur tout le continent, il y a des milliers et des milliers de Canadiens qui aimeraient posséder une voiture mais qui ne le peuvent parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Il y a aujourd'hui des milliers et des milliers de Canadiens qui aimeraient avoir un appareil de télévision mais qui ne peuvent pas se le permettre. Le prix inscrit sur l'étiquette de vente le leur interdit carrément. Il y a encore bien des foyers au pays qui ne possèdent pas d'appareil récepteur de radio. Est-ce parce qu'il y a surproduction de radios que ces foyers sont dépourvus de tels appareils? Non. La seule explication c'est qu'ils ne peuvent se permettre de consacrer à l'achat d'un radio le montant exigé par le marchand.

Je pourrais m'étendre sur ce point: j'espère d'ailleurs le faire plus tard, quand une fois de plus, je me permettrai de prendre le temps de la Chambre pour consigner au hansard certains prix. Il s'agit d'une comparaison véridique du prix du même objet, d'une part offert en vente aux États-Unis et, de l'autre, fabriqué au Canada. Je recueille des données de ce genre presque chaque semaine: j'ai donc pas mal de détails à consigner au hansard. Une des plus grandes difficultés que nous devons surmonter au pays aujourd'hui c'est que le prix de ces articles, dans bien des cas, est de 50 p. 100, 60 p. 100 ou même 75 p. 100 supérieur à celui des mêmes marchandises vendues outre-frontière.

Voilà un de nos grands problèmes. Il faut trouver un moyen d'équilibrer un peu plus les prix. Parfois, lorsque je constate ces écarts formidables, je me demande comment il se fait que les Canadiens n'ont pas fortement protesté depuis longtemps. Les gens qui vivent loin de la frontière n'ont pas la même occasion de se rendre compte de la façon évidente dont on vole les gens de notre pays. Quand je suis chez moi, je m'en rends compte chaque jour et on porte la chose à mon attention chaque semaine. Je songe à l'écart entre les prix aux États-Unis et les